

RCS : VERSAILLES

Code greffe : 7803

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de VERSAILLES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2017 B 00545

Numéro SIREN : 825 359 102

Nom ou dénomination : 2CTR

Ce dépôt a été enregistré le 28/12/2018 sous le numéro de dépôt 62636

n° de  
dépôt



n° de  
gestion

20170505

62636

28 DEC. 2018

n° de  
facture

Q115

**ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DE 2CTR**  
chrono

**DU 28 SEPTEMBRE 2018**

**Société par actions simplifiée  
au capital de 1.000 euros**

**Siège social : 11 Rue de l'Ouest  
78711 MANTES LA VILLE**

**Société immatriculée au RCS DE VERSAILLES n°825 359 102**

---

Sur convocation de son Président, Monsieur Carl ORLANDI , les associés de la société se sont réunis ce vendredi 28 septembre 2018 au siège social de la société aux fins de se prononcer sur une augmentation de capital avec l'arrivée dans le capital de nouveaux associés .

Assistent à cette Assemblée :

Monsieur Carl ORLANDI agissant : d'une part en qualité de Gérant de la société HORUS et de Président de la société SIGB, sociétés qui détiennent ensemble 100% du Capital social

: et d'autre part agissant en nom propre.

Madame Hélène ORLANDI

Monsieur Antoine ORLANDI

Monsieur Jean-David GARNON

Monsieur Carl ORLANDI constate que les associés représentant 100% du capital sont représentés et que dès l'Assemblée peut valablement se tenir

Monsieur Carl ORLANDI assure la Présidence de la séance alors que Madame Hélène ORLANDI assure le secrétariat de cette Assemblée.

Monsieur Carl ORLANDI rappelle alors les raisons qui ont conduit à tenir cette réunion. La société avait été constituée en décembre 2016 avec l'objectif de développer à côté des activités du Groupe ORLANDI des activités périphériques et complémentaires à celles du Groupe. Les difficultés du Groupe ont nécessité une attention de tous les instants et ont par suite conduit à différer le commencement d'une activité de 2CTR. Il a semblé aujourd'hui possible de débiter les activités même si celles-ci resteront limitées dans un premier temps .Il sera ainsi possible de tester les pistes de développement.

Monsieur Carl a souhaité ouvrir le capital à des personnes susceptibles d'accompagner la société et d'apporter leur compétence et leur énergie pour le développement de la société.

La discussion s'engage alors et l'ensemble des personnes confirment adhérer à la démarche.

Avant de mettre aux voix les résolutions, il est ici précisé que la société SIGB déclare avoir été informée des tenants et aboutissants de la démarche et qu'elle a renoncé à son droit de préférence pour la souscription des nouvelles actions qui et qu'elle ne participera pas à l'augmentation de capital . Elle a par ailleurs donné à l'agrément des futurs associés.

Il est également formellement confirmé que les conjoints des futurs associés mariés sont parfaitement informés et signeront les statuts avec leurs conjoints

### **1ere RESOLUTION VALEURS DE DROITS SOCIAUX**

Il est proposé de fixer la valeur de l'action à 10 € chacune au lieu de 100 € précédemment.

**La résolution est mise aux voix est adoptée à l'unanimité**

### **2eme RESOLUTION : AGREMENT DE NOUVEAUX ASSOCIES**

L'assemblée générale vous propose d'agréer en tant que nouveaux associés :

- Monsieur Carl ORLANDI demeurant 45 Chemin du Poult 78630 ORGEVAL, né le 22 juin 1976 à Ris-Orangis (91)
- Madame Hélène ORLANDI demeurant 45 Chemin du Poult 78630 ORGEVAL, née le 5 avril 1978 à st Germain en Laye (78)
- Monsieur Antoine ORLANDI demeurant 12 allée du Chemin Vert 78240 CHAMBOURCY, né le 2 avril 1950 à Paris 14ème
- Monsieur Jean-David GARNON demeurant 10 allée du Chemin Vert 78240 CHAMBOURCY, né le 23 juillet 1983 à Saint Germain en Laye (78)

**La résolution est mise aux voix est adoptée à l'unanimité**

### **3eme RESOLUTION : APPORTS ET AUGMENTATION DE CAPITAL**

1- Il est proposé de procéder aux apports suivants

Apport de Monsieur Carl ORLANDI	610 €
Apport de Madame Hélène ORLANDI	100 €
Apport de Monsieur Antoine ORLANDI	110 €
Apport de Monsieur Jean-David GARNON	490 €
Apport complémentaire de HORUS	190 €

Soit au total une augmentation de 1500 €

Ces apports en numéraire ont fait l'objet d'un dépôt à la Banque Crédit agricole de Poissy qui a délivré une attestation de dépôt le 02 Octobre 2018, annexée aux statuts.

Par suite le nouveau Capital est porté de 1000 € à 2500 € et le capital se répartira comme suit :

Société HORUS	70 ACTIONS DE 10 € :	700 €
Société SIGB	49 actions de 10 € :	490 €
Monsieur Carl ORLANDI	61 actions de 10 € :	610 €
Madame Hélène ORLANDI	10 actions de 10 € :	100 €
Monsieur Antoine ORLANDI	11 actions de 10 € :	110 €
Monsieur Jean-David GARNON	49 actions de 10 € :	490 €

Soit un nouveau capital de 250 actions de 10 € : 2500 €

**Cette résolution est mise aux voix et est adoptée à l'unanimité.**

#### **4eme RESOLUTION MODIFICATION DES STATUTS**

Suite aux précédentes résolutions et aux changements d'adresse des dirigeants, les statuts seront modifiés comme suit :

Le préambule sera modifié comme suit :

#### **PREAMBULE**

**LA SOCIETE A INITIALEMENT ETE INITIALEMENT CONSTITUEE LE 31 DECEMBRE 2016 ENTRE :**

La Société **SIGB**, Société par Actions simplifiée, au capital de 7.622,45 € (Capital ayant été porté depuis à 500.000 € ) ayant son siège 11 Rue de l'Ouest 78200 MANTES LA VILLE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro 394 573 729, représentée par Monsieur Carl ORLANDI, agissant en qualité de Président du Directoire dument habilité à l'effet des présentes ;

Et

La Société **HORUS**, Société à responsabilité limitée, au capital de 1.000,00 € ayant son siège 8 Allée des Sorbiers 78630 ORGEVAL (le siège social a depuis été transféré au 45 Chemin du Poult 78630 Orgeval ) immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro 789 740 016, représentée par Monsieur Carl ORLANDI, agissant en qualité de Gérant

Initialement la société SIGB a apporté 490 €, la société HORUS quant à elle a apporté 510 €

Lors d'une Assemblée Générale extraordinaire en date du 28 septembre 2018, les actionnaires initiaux ont ouvert à l'unanimité le capital à de nouveaux associés qui ont en conséquence participé à une augmentation de capital.

Les nouveaux associés agréés par les actionnaires initiaux sont

Monsieur Carl ORLANDI, né le 22 juin 1976 à Ris-Orangis (91), de nationalité française, demeurant 45 Chemin du Poult 78630 Orgeval, qui apporte 610€.

Madame Hélène ORLANDI, née le 5 avril 1978 à Saint-Germain en Laye (78), de nationalité française, demeurant 45 Chemin du Poult 78630 Orgeval qui apporte 100€.

Monsieur Jean-David GARNON, né le 23 juillet 1983 à Saint-Germain en Laye (78), de nationalité française, demeurant 10 rue du Chemin Vert 78240 Chambourcy qui apporte 490€.

Monsieur Antoine ORLANDI, né le 2 avril 1950 à Paris 14ème de nationalité française, demeurant 12 Allée du Chemin Vert 78240 Chambourcy, qui apporte 110 €.

La société HORUS porte a participation de 510€ à 700 €.

Le capital a ainsi été porté de 1000 euros à 2500 euros par apports des associés de 1500 euros en espèce.

Les statuts ont été modifiés pour tenir compte des décisions prises lors de cette Assemblée Générale

Le TITRE II dans son Article 7 sera modifié comme suit

## **TITRE II - APPORTS - CAPITAL SOCIAL**

### **ARTICLE 7 – Répartition du capital social**

Apport de la société <b>HORUS</b> , sept cent euros soit 70 actions de 10€	<b>700 euros</b>
Apport de la Société <b>SIGB</b> , quatre cent quatre-vingt-dix euros soit 49 actions de 10€	<b>490 euros</b>
Apport de Monsieur <b>Carl ORLANDI</b> , six cent dix euros, soit 61 actions de 10€	<b>610 euros</b>
Apport de Monsieur <b>Antoine ORLANDI</b> , cent dix euros, soit 11 actions de 10€	<b>110 euros</b>
Apport de Madame <b>Hélène ORLANDI</b> , cent euros, soit 10 action de 10€	<b>100 euros</b>
Apport de Monsieur <b>Jean-David GARNON</b> , quatre cent quatre- vingt dix euros, Soit 49 actions de 10€	<b>490 euros</b>
 au total, la somme de deux mille cinq cent euros, 250 actions de 10€	 <b>2500 euros</b>

La somme correspondant à la souscription du capital initial et à la libération intégrale a été attestée par un Certificat du dépositaire établi par la banque:

**Crédit Agricole,  
3 Rue au Pain 78300 POISSY.**

Cette somme de 1000 euros a été déposée le 26/01/2017 à ladite banque pour le compte de la Société en formation.

Les sommes destinées à l'augmentation décidée le 28 septembre 2018 soit 1500 euros ont été déposée sur un compte bloqué destiné à cette augmentation ainsi que l'atteste le certificat établi par la banque :

Le capital est divisé en 250 actions ordinaires de 10 euros chacune, entièrement libérées et de même catégorie.

Le TITRE X dans son Article 37 sera modifié comme suit

**TITRE X – DESIGNATION DES ORGANES SOCIAUX – ACTES ACCOMPLIS POUR LA SOCIETE EN FORMATION**

**ARTICLE 37 –Nomination des dirigeants**

**Nomination du Président du Conseil d'Administration**

Le Président du Conseil d'Administration de la Société nommé aux termes des présents statuts sans limitation de durée est :

Monsieur Carl ORLANDI

Né le 22 Juin 1976 à Ris Orangis (91)

De nationalité Française

Demeurant 45 Chemin du Poult 78630 ORGEVAL

Lequel déclare accepter lesdites fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour leur exercice.

**Nomination du directeur général du Conseil d'Administration**

Est nommé sans limitation de durée :

Madame Hélène ORLANDI

Née le 05 Avril 1978 à St Germain en Laye (78)

Demeurant 45 Chemin du Poult 78630 ORGEVAL

**Nomination du directeur général délégué du Conseil D'Administration**

Est nommé sans limitation de durée :

Monsieur Jean-David GARNON

Né le 23 Juillet 1983 à St Germain en Laye (78)

De nationalité Française

Demeurant 10 rue du Chemin Vert 78240 CHAMBOURCY

**La proposition de modification du préambule, du titre II dans son Article 7 et du titre X dans son article 37 est mise aux voix**  
**Elle est adoptée à l'unanimité.**

**5<sup>ème</sup> résolution – NOMINATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

La collectivité des associés, conformément aux dispositions des articles L 233-16 du Code de commerce, nomme pour une durée de six exercices prenant effet avec l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31.12.2018 :

Le Cabinet ALFONSI COURRANCE, représenté par Madame Chloé ALFONSI COURRANCE, Commissaire aux comptes titulaire,

et

La Cabinet P CASTAGNET représenté par Madame DESHAYES Catherine, Commissaire aux comptes suppléant,

se poursuivent jusqu'au terme de leurs mandats, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2023.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

### 6ème résolution POUVOIRS

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités nécessaires auprès du Greffe du Tribunal de Commerce de VERSAILLES.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée à 10h15.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui après lecture, a été signé par les associés.

Pour la société HORUS, Monsieur Carl ORLANDI son Gérant

Pour la Société SIGB, Monsieur Carl ORLANDI son Président

Monsieur Carl ORLANDI

Madame Hélène ORLANDI

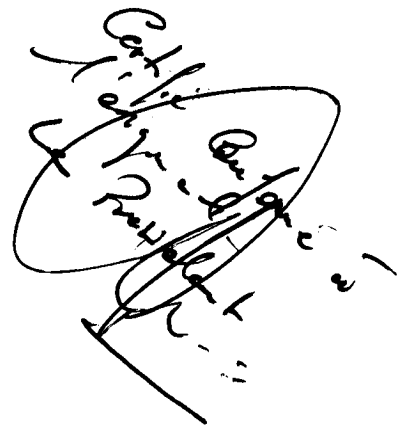
Monsieur Antoine ORLANDI

Monsieur Jean-David GARNON

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT  
VERSAILLES  
Le 30/10/2018 Dossier 2018 00004464, référence 7804P61 2018 A 01313  
Enregistrement : 375 € Penalités : 0 €  
Total liquidé : Trois cent soixante-quinze Euros  
Montant reçu : Trois cent soixante-quinze Euros  
L'Agent administratif des finances publiques

A. Toussaint

2CTR  
Société par actions simplifiée  
au capital de 2.500 euros  
Siège social : 11 Rue de l'Ouest  
78711 MANTES LA VILLE  
Société immatriculée au RCS DE VERSAILLES : 825 359 102

A handwritten signature in black ink is written over a circular stamp. The signature is cursive and appears to read 'Carl Orlandi'. The stamp is partially obscured by the signature.

## STATUTS

MIS A JOUR AU 28 SEPTEMBRE 2018

## PREAMBULE

LA SOCIETE A INITIALEMENT ETE INITIALEMENT CONSTITUEE LE 31 DECEMBRE 2016 ENTRE :

La Société **SIGB**, Société par Actions simplifiée, au capital de 7.622,45 € ( capital porté depuis à 500.000€ ) ayant son siège 11 Rue de l'Ouest 78200 MANTES LA VILLE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro 394 573 729, représentée par Monsieur Carl ORLANDI, agissant en qualité de Président du Directoire dument habilité à l'effet des présentes ;

Et

La Société **HORUS**, Société à responsabilité limitée, au capital de 1.000,00 € ayant son siège 8 Allée des Sorbiers 78630 ORGEVAL, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro 789 740 016, représentée par Monsieur Carl ORLANDI, agissant en qualité de Gérant

Initialement la société SIGB a apporté 490 €, la société HORUS quant à elle a apporté 510 €

Lors d'une Assemblée Générale extraordinaire en date du 28 septembre 2018, les actionnaires initiaux ont ouvert à l'unanimité le capital à de nouveaux associés qui ont en conséquence participé à une augmentation de capital.

Les nouveaux associés agréés par les actionnaires initiaux sont

Monsieur Carl ORLANDI, né le 22 juin 1976 à Ris-Orangis (91), de nationalité française, demeurant 8 Allée des Sorbiers 78630 Orgeval , qui apporte 610€.

Madame Hélène ORLANDI, née le 5 avril 1978 à Saint-Germain en Laye (78), de nationalité française, demeurant 8 Allée des Sorbiers 78630 Orgeval , qui apporte 100€.

Monsieur Jean-David GARNON, né le 23 juillet 1983 à Saint-Germain en Laye (78), de nationalité française, demeurant 10 rue du Chemin Vert 78240 CHAMBOURCY qui apporte 490€.

4

Monsieur Antoine ORLANDI, né le 2 avril 1950 à Paris 14eme ,de nationalité française, demeurant 12 Allée du Chemin Vert 78240 Chambourcy , qui apporte 110€ .

La société HORUS porte a participation de 510€ à 700 € .

Le capital a ainsi été porté de 1000 euros à 2500 euros par apports des associés de 1500 euros en espèce.

Les statuts ont été modifiés pour tenir compte des décisions prises lors de cette Assemblée Générale

## **TITRE I - FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE SOCIAL - DUREE - EXERCICE SOCIAL**

### **ARTICLE 1 - Forme**

La Société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public sous sa forme actuelle de société par actions simplifiée, mais peut procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

Elle peut émettre toutes valeurs mobilières définies à l'article L 211-2 du Code monétaire et financier, donnant accès au capital ou à l'attribution de titres de créances, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts.

### **ARTICLE 2 - Objet**

La Société a pour objet en France et à l'étranger :

- Achat, vente d'automobiles neuves et d'occasions, pièces se rapportant à l'automobile et location de voitures
- Toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :
  - la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ;
  - la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant lesdites activités ;
  - la participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.
- Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

### **ARTICLE 3 - Dénomination**

La dénomination de la Société est :

**2CTR**

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement «Société par actions simplifiée» ou des initiales «S.A.S» et de l'indication du montant du capital social.

d

#### ARTICLE 4 - Siège social

Le siège social est fixé **11 Rue de l'Ouest 78711 MANTES LA VILLE.**

Il peut être transféré en tout autre endroit par décision collective des associés statuant dans les conditions définies à l'article 28 « **Règles d'adoption des décisions collectives** » des statuts.

#### ARTICLE 5 - Durée

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de la date d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution ou prorogation anticipée.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés statuant dans les conditions définies à l'article 28 "**Règles d'adoption des décisions collectives**" des statuts.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Conseil d'Administration doit provoquer une réunion des associés statuant dans les conditions définies à l'article 28 "**Règles d'adoption des décisions collectives**" à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice ayant pour mission de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

#### ARTICLE 6 - Exercice social

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

A titre exceptionnel, le premier exercice social sera clos le 31 Décembre 2017.

#### TITRE II - APPORTS - CAPITAL SOCIAL

##### ARTICLE 7 – Répartition du capital social

Apport de la société <b>HORUS</b> , sept cent euros soit 70 actions de 10€	<b>700 euros</b>
Apport de la Société <b>SIGB</b> , quatre cent quatre-vingt-dix euros soit 49 actions de 10€	<b>490 euros</b>
Apport de Monsieur <b>Carl ORLANDI</b> , six cent dix euros, soit 61 actions de 10€	<b>610 euros</b>
Apport de Monsieur <b>Antoine ORLANDI</b> , cent dix euros, soit 11 actions de 10€	<b>110 euros</b>
Apport de Madame <b>Hélène ORLANDI</b> , cent euros, soit 10 action de 10 €	<b>100 euros</b>
Apport de Monsieur <b>Jean-David GARNON</b> , quatre cent quatre-vingt dix euros,	
Soit 49 actions de 10€	<b>490 euros</b>
au total, la somme de deux mille cinq cent euros, 250 actions de 10€	<b>2500 euros</b>

La somme correspondant à la souscription du capital initial et à la libération intégrale a été attestée par un Certificat du dépositaire établi par la banque:

**Crédit Agricole,  
3 Rue au Pain 78300 POISSY.**

Cette somme de 1000 euros a été déposée le 26/01/2017 à ladite banque pour le compte de la Société en formation.

Les sommes destinées à l'augmentation décidée le 28 septembre 2018 soit 1500 euros ont été déposée sur un compte bloqué destiné à cette augmentation ainsi que l'atteste le certificat établi par la banque :

Le capital est divisé en 250 actions ordinaires de 10 euros chacune, entièrement libérées et de même catégorie.

#### **ARTICLE 8 - Modifications du capital social**

Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par une décision collective des associés statuant sur le rapport du Conseil d'Administration.

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

- Les associés peuvent déléguer au Conseil d'Administration les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

- En cas d'augmentation du capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, les associés ont, sauf stipulations contraires éventuelles des présents statuts concernant les actions de préférence sans droit de vote, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

- Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

#### **TITRE III - ACTIONS**

##### **ARTICLE 9 - Indivisibilité des actions - Usufruit**

1 - Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés pour les décisions collectives des associés par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un

mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

2 - Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier pour les décisions ordinaires et au nu-propiétaire pour les décisions extraordinaires. Cependant, les titulaires d'actions dont la propriété est démembrée peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote lors des décisions collectives des associés, sous réserve du droit, pour l'usufruitier, de voter pour toutes les décisions relatives à l'affectation des résultats. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute décision collective adoptée après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de La Poste faisant foi de la date d'expédition.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, le nu-propiétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives des associés.

#### **ARTICLE 10 - Droits et obligations attachés aux actions**

1 - Chaque action donne droit dans les bénéfices et l'actif social à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

2 - Les associés ne sont responsables des pertes qu'à concurrence de leurs apports. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions collectives des associés.

3 - Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentant d'un associé ne peuvent requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation. Ils ne peuvent en aucun cas s'immiscer dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en remettre aux inventaires sociaux et aux décisions collectives des associés.

4 - Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, ou encore en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'une augmentation ou d'une réduction du capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les titulaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, le cas échéant, de l'achat ou de la vente des actions nécessaires.

5 - Les actions ayant une valeur nominale inférieure ou égale à un montant fixé par décret en Conseil d'Etat peuvent être regroupées. Ces regroupements sont décidés par décision collective des associés dans les conditions prévues pour la modification des statuts et selon les dispositions réglementaires.

Ils comportent l'obligation, pour les associés, de procéder aux achats ou aux cessions d'actions nécessaires pour réaliser le regroupement.

Si le ou les associés ayant pris cet engagement et ne le remplissent pas, les opérations de regroupement peuvent être annulées à la demande de tout intéressé. Dans ce cas, les achats et les ventes de rompus peuvent être annulés à la demande des associés qui y ont procédé ou de leurs ayants cause, à l'exception des associés défaillants, sans préjudice de tous dommages-intérêts s'il y a lieu.

La valeur nominale des actions regroupées ne peut être supérieure à un montant fixé par décret en Conseil d'Etat.

Pour faciliter ces opérations, la Société doit, avant la décision de l'assemblée générale, obtenir d'un ou de plusieurs associés l'engagement de servir pendant un délai de deux ans, au prix fixé par la décision collective, la contrepartie tant à l'achat qu'à la vente des offres portant sur les rompus ou des demandes tendant à compléter le nombre de titres appartenant à chacun des associés intéressés.

A l'expiration du délai fixé par le décret, les actions non présentées en vue de leur regroupement perdent leur droit de vote et leur droit au dividende est suspendu.

Les dividendes dont le paiement a été suspendu sont, en cas de regroupement ultérieur, versés aux propriétaires des actions anciennes dans la mesure où ils n'ont pas été atteints par la prescription.

Lorsque les propriétaires de titres n'ont pas la libre administration de leurs biens, la demande d'échange des anciens titres et les achats ou cessions de rompus nécessaires pour réaliser le regroupement sont assimilés à des actes de simple administration, sauf si les nouveaux titres sont demandés sous la forme au porteur en échange de titres nominatifs.

Les titres nouveaux présentent les mêmes caractéristiques et confèrent de plein droit et sans l'accomplissement d'aucune formalité les mêmes droits réels ou de créance que les titres anciens qu'ils remplacent.

Les droits réels et les nantissements sont reportés de plein droit sur les titres nouveaux attribués en remplacement des titres anciens qui en sont grevés.

6 - Sauf interdiction légale, il sera fait masse, au cours de l'existence de la Société ou lors de sa liquidation, entre toutes les actions des exonérations et imputations fiscales ainsi que de toutes taxations susceptibles d'être supportées par la Société, avant de procéder à toute répartition ou remboursement, de telle manière que, compte tenu de la valeur nominale et de leur jouissance respective, les actions de même catégorie reçoivent la même somme nette.

#### **ARTICLE 11 - Forme des valeurs mobilières**

Les valeurs mobilières émises par la société sont obligatoirement nominatives.

Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet.

Tout associé peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

#### **ARTICLE 12 - Libération des actions**

1 - Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par le Conseil d'Administration en conformité de la loi. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés quinze jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception.

Les associés ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

2 - A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le Conseil d'Administration, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

#### **TITRE IV - CESSION - TRANSMISSION - LOCATION D'ACTIONS**

##### **ARTICLE 13 - Définitions**

Dans le cadre des présents statuts, les soussignés sont convenus des définitions ci-après :

**Cession** : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, à savoir : cession, transmission, échange, apport en Société, fusion et opération assimilée, cession judiciaire, constitution de trusts, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine.

d

**Action ou Valeur mobilière** : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la Société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.

**Opération de reclassement** signifie toute opération de reclassement simple des actions de la Société intervenant à l'intérieur de chacun des groupes d'associés, constitué par chaque Société associée et les sociétés ou entités qu'elle contrôle directement ou indirectement au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce.

#### **ARTICLE 14 - Transmission des actions**

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

#### **ARTICLE 15 - Agrément des cessions**

1. Les actions ne peuvent être cédées y compris entre associés qu'avec l'agrément préalable du Conseil d'Administration.

2. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Conseil d'Administration de la Société, indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les noms, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son l'identification complète (dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux). Si la collectivité des associés est compétente pour statuer sur l'agrément: cette demande d'agrément est transmise par le Conseil d'Administration aux associés.

3. Conseil d'Administration dispose d'un délai de 1 mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au Cédant la décision d'agrément ou de refus d'agrément. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

5. En cas d'agrément, l'associé Cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les 30 jours de la décision d'agrément : à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

6. En cas de refus d'agrément, la Société est tenue dans un délai de 1 mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé Cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai d'un mois; l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

En cas d'acquisition des actions par la Société, celle-ci est tenue dans un délai de six mois à compter de l'acquisition de les céder dans les conditions prévues aux présents statuts ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est déterminé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

#### **ARTICLE 16 - Modifications dans le contrôle d'un associé**

1. En cas de modification au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce du contrôle d'une société associée, celle-ci doit en informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Conseil d'Administration dans un délai de 30 jours du changement de contrôle. Cette notification doit préciser la date du changement de contrôle et toutes informations sur le ou les nouveaux contrôleurs.

Si cette procédure n'est pas respectée, la Société associée dont le contrôle est modifié pourra être exclue de la Société dans les conditions prévues à l'article 17.

2. Dans le délai de 30 jours à compter de la réception de la notification du changement de contrôle, la Société peut mettre en œuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de la Société associée dont le contrôle a été modifié, telle que prévue à l'article 17. Si la Société n'engage pas la procédure d'exclusion dans le délai ci-dessus, elle sera réputée avoir agréé le changement de contrôle.

3. Les dispositions ci-dessus s'appliquent à la Société associée qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

## **ARTICLE 17 - Exclusion d'un associé**

### **Exclusion de plein droit**

L'exclusion de plein droit intervient en cas de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire d'un associé.

### **Exclusion facultative**

#### **Cas d'exclusion**

L'exclusion d'un associé peut être également prononcée dans les cas suivants :

- violation des dispositions des présents statuts ;
- exercice direct ou indirect d'une activité concurrente de celle exercée par la Société ;
- révocation d'un associé de ses fonctions de mandataire social ;
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé ;
- comportement déloyal ou préjudiciable à la Société ou à ses associés ;

#### **Modalités de la décision d'exclusion**

L'exclusion est prononcée par décision collective des associés dans les conditions prévues à l'article 28 "**Règles d'adoption des décisions collectives** des présents statuts ; l'associé dont l'exclusion est susceptible d'être prononcée participe au vote et ses actions sont prises en compte pour le calcul de la majorité.

Les associés sont consultés sur l'exclusion à l'initiative du Conseil d'Administration ; si un membre du Conseil d'Administration est lui-même susceptible d'être exclu, les associés seront consultés à l'initiative de l'associé le plus diligent.

#### **Prise d'effet de la décision d'exclusion**

La décision d'exclusion prend effet à compter de son prononcé.



Cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs de ces actions ; il est expressément convenu que la cession sera réalisée valablement sans application de la clause d'agrément prévue aux présents statuts.

La décision d'exclusion est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Conseil d'Administration.

### **Dispositions communes à l'exclusion de plein droit et à l'exclusion facultative**

L'exclusion de plein droit et l'exclusion facultative entraînent dès le prononcé de la mesure la suspension des droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'associé exclu.

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les 30 jours de la décision d'exclusion à toute personne désignée comme il est prévu ci-dessus.

Le prix de rachat des actions de l'associé exclu est déterminé d'un commun accord ou à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

### **ARTICLE 18 - Nullité des cessions d'actions**

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions des articles "Agrément des cessions", "Modifications dans le contrôle d'un associé" des présents statuts sont nulles.

Au surplus, une telle cession constitue un juste motif d'exclusion.

### **ARTICLE 19 - Location d'actions**

La location des actions est interdite.

## **TITRE V - ADMINISTRATION DE LA SOCIETE**

### **ARTICLE 20 - L'Organe de direction collégiale**

La Société est gérée et administrée par un Conseil d'Administration.

### **Composition de l'organe de direction collégiale**

#### **Désignation des membres de l'organe de direction collégiale**

Le Conseil d'Administration est composé de 3 à 15 membres, personnes physiques ou morales, associés ou non, nommés.

Les premiers membres du Conseil d'Administration sont désignés aux termes des présents statuts, puis, en cours de vie sociale, par décision collective des associés statuant dans les conditions définies à l'article 28 "**Règles d'adoption des décisions collectives** des présents statuts.

Les membres personnes physiques du Conseil d'Administration peuvent bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société, correspondant à un emploi effectif et distinct des fonctions de direction de la Société.

Les membres personnes morales du Conseil d'Administration sont représentés par leurs représentants légaux ou par toutes personnes physiques dûment mandatées à cet effet.

*d*

## **Révocation - Démission**

### **Révocation**

Les membres du Conseil d'Administration peuvent être révoqués à tout moment et sans qu'il soit besoin d'un juste motif. La décision de révocation est prise décision collective des associés statuant dans les conditions prévues à l'article 28 "Règles d'adoption des décisions collectives" des présents statuts.

Les membres personnes physiques du Conseil d'Administration sont révoqués de plein droit en cas d'interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, ou en cas d'incapacité ou de faillite personnelle.

### **Démission**

Les membres du Conseil d'Administration peuvent démissionner de leurs fonctions à condition d'en avertir au préalable et par écrit la collectivité des associés, 30 jours au moins avant la prise d'effet de la démission.

## **Rémunération des membres de l'Organe de direction collégiale**

Les membres du Conseil d'Administration peuvent être rémunérés ou non.

## **ARTICLE 21 - Réunion de l'Organe de direction collégiale**

L'organe de direction collégiale se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur convocation du Président, indiquant précisément l'ordre du jour, le lieu et l'heure de la réunion ou,

- en cas d'empêchement du Président, par 2/3 tiers des membres du Conseil d'Administration au moins,
- en cas de désaccord avec le Président et/ou de refus de celui-ci de convoquer le Conseil d'Administration, par 2/3 tiers de ses membres au moins.

La convocation est effectuée par tous moyens et doit intervenir au moins 15 jours à l'avance, sauf en cas d'urgence ou si tous les membres du Conseil d'Administration renoncent à ce délai.

Les réunions se tiennent en tout lieu mentionné dans la convocation. Toutefois, la présence physique des membres du Conseil d'Administration n'est pas obligatoire et leur participation à la réunion peut intervenir par tout moyen de communication approprié, et notamment, sous réserve de l'adoption, à cet effet, par le Conseil d'Administration, d'un règlement intérieur, par visioconférence ou d'autres moyens de télécommunication permettant l'identification des participants et garantissant leur participation effective (transmission de la voix et de l'image, ou au moins de la voix de tous les participants, de façon simultanée et continue), conformément à la réglementation en vigueur, et en particulier aux dispositions de l'article R 225-21 du Code de commerce.

Les réunions du Conseil d'Administration sont présidées par le Président.

En l'absence du Président, le Conseil d'Administration désigne la personne appelée à présider la réunion.

Chaque membre du Conseil d'Administration peut, sans condition, mandater un autre membre pour le représenter aux réunions du Conseil d'Administration au moyen d'un pouvoir écrit.

Les décisions du Conseil d'Administration sont constatées dans des procès-verbaux signés par les membres présents. Les procès-verbaux sont consignés dans un registre spécial coté et paraphé par le Président et conservé au siège social.

1

## **ARTICLE 22 - Pouvoirs de l'Organe de direction collégiale**

## **ARTICLE 23 - Président de la Société**

### **ARTICLE 23-1 - Désignation**

Le Président de la Société est désigné par la collectivité des associés, statuant dans les conditions définies à l'article 28 « **Règles d'adoption des décisions collectives** » des présents statuts sans limitation de durée.

Le premier Président de la Société est désigné aux termes des présents statuts.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci est obligatoirement représentée par son représentant légal.

Le Président peut être lié à la Société par un contrat de travail, correspondant à un emploi effectif et distinct des fonctions de direction de la Société.

### **ARTICLE 23-2 - Durée des fonctions**

Le Président de la Société est nommé sans limitation de durée

### **ARTICLE 23-3 - Représentation de la Société**

Le Président représente la Société dans ses rapports avec les tiers à l'égard desquels il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

### **ARTICLE 23-4 Révocation**

Le Président personne physique est révoqué de plein droit en cas d'interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, ou en cas d'incapacité ou de faillite personnelle.

### **ARTICLE 23-5 - Démission**

Le Président peut démissionner de ses fonctions à condition d'en avertir au préalable et par écrit la collectivité des associés (avec copie au Conseil d'Administration), 90 jours au moins avant la prise d'effet de la démission.

### **ARTICLE 23-5- Rémunération du Président**

Le Président peut être rémunéré ou non.

### **ARTICLE 23-6 Pouvoirs du Président - Représentation de la Société**

Le Président représente la Société dans ses rapports avec les tiers à l'égard desquels il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social. Il peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la Société.

*d*

Le Président préside le Conseil d'Administration et les délibérations de celui-ci. Il en organise les travaux.

Il met en œuvre les décisions du Conseil d'Administration.

Il rend compte et gère la Société. A ce titre, il dirige tous les services de la Société et effectue ou fait effectuer, sous sa responsabilité, toutes études ou travaux nécessaires à l'intérêt social.

Le Président, peut, déléguer ses pouvoirs, avec faculté de subdélégation, et notamment le pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers, pour des objets déterminés, dans le cadre de la délégation de pouvoirs régulière.

#### **ARTICLE 24 - Représentation sociale**

Les représentants du personnel et les délégués du Comité d'entreprise exercent leurs droits prévus à l'article L 2323-62 à L 2323-67 du Code du travail auprès du Président.

Le Comité d'entreprise doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

Les demandes d'inscription des projets de résolutions présentées par le Comité d'entreprise doivent être adressées par un représentant du Comité au Président.

Ces demandes qui sont accompagnées du texte des projets de résolutions peuvent être envoyées par tous moyens écrits. Elles doivent être reçues au siège social 30 jours au moins avant la date fixée pour la décision des associés. Le Président accuse réception de ces demandes dans les 15 jours de leur réception.

#### **TITRE VI - CONVENTIONS REGLEMENTEES - COMMISSAIRES AUX COMPTES**

##### **ARTICLE 25 - Conventions entre la Société et ses dirigeants**

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance du Président.

Le Président présente aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions conclues au cours de l'exercice écoulé.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice.

Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du Code de commerce s'appliquent au Président et aux dirigeants de la Société.

##### **ARTICLE 26 - Commissaires aux comptes**

La collectivité des associés désigne, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants.

Lorsque la désignation d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant demeure facultative, c'est à la collectivité des associés, statuant dans les conditions prévues

à l'article 28 "**Règles d'adoption des décisions collectives**" des présents statuts, qu'il appartient de procéder à de telles désignations, si elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

## **TITRE VII - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES**

### **ARTICLE 27 - Décisions collectives obligatoires**

Décisions ordinaires :

- nomination, rémunération, révocation ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés ;
- modification des statuts, sauf transfert du siège social ;
- nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- agrément des cessions d'actions ;

Décisions extraordinaires

- transformation de la Société ;
- modification du capital social : augmentation (sous réserve des éventuelles délégations qu'elle pourrait consentir, dans les conditions prévues par la loi), amortissement et réduction ;
- fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- dissolution ;
- modification des statuts, sauf transfert de siège social ;
- agrément des cessions d'actions ;
- exclusion d'un associé et suspension de ces droits de vote ;

Les décisions collectives valablement adoptées obligent tous les associés, même absents ou dissidents.

### **ARTICLE 28 - Règles d'adoption des décisions collectives**

#### **Participation et représentation des associés**

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives et d'y voter, personnellement ou par mandataire, ou à distance, par correspondance ou par voie électronique, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Les associés peuvent être représentés par un autre associé ou par toute autre personne dûment mandatée à cet effet. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits. Le nombre de mandats dont peut disposer un seul associé n'est pas limité.

#### **Droits de vote**

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins.



Toutefois, la Société ne peut valablement exercer le droit de vote attaché aux actions propres qu'elle pourrait détenir.

### Majorité

Les décisions ordinaires sont valablement adoptées à la majorité simple des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.

Les décisions extraordinaires sont valablement adoptées à la majorité renforcée de 2/3 tiers des voix des associés disposant du droit de vote présents ou représentés.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote :

- celles prévues par les dispositions légales ;
- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés, et notamment l'augmentation du capital par majoration du montant nominal des titres de capital autrement que par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission (art. L 225-130, al. 2 du Code de commerce) ;
- la prorogation de la Société ;
- la dissolution de la Société ;
- la transformation de la Société en Société d'une autre forme ;
- la révocation du Président.

### **ARTICLE 29 - Modalités des décisions collectives**

Les décisions collectives résultent de la réunion d'une assemblée, d'une consultation par correspondance ou d'un acte signé par tous les associés.

#### **Règles applicables à toutes les formes de décisions collectives**

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative de Conseil d'Administration ou du Président sur délégation de Conseil d'Administration.

Selon l'article L 2323-67 du Code du travail, le Comité d'entreprise peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale des associés en cas d'urgence.

Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Liquidateur.

La convocation à une assemblée générale ou à une consultation par correspondance est effectuée par tous moyens de communication écrite 15 jours au moins avant la date de la réunion ou la date fixée pour la fin de la consultation par correspondance.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai et la fin du délai de consultation par correspondance peut être abrégée, si tous les associés y consentent.

En cas de décision collective résultant de la signature d'un acte par tous les associés, l'organe collégial de direction organise les modalités de signature de la décision, selon les modalités qui lui paraissent appropriées.

La convocation indique l'ordre du jour. Elle est accompagnée de tous les documents prescrits par la réglementation en vigueur et de tous documents utiles pour permettre aux associés de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions figurant à l'ordre du jour.

Les associés ne peuvent délibérer que sur les questions figurant à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur seconde convocation.

*a*

Toutefois, les associés peuvent, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs membres de Conseil d'Administration et procéder à leur remplacement.

Quelque soit le mode d'adoption de la décision collective, les associés bénéficient de la même information et des mêmes droits de communication, tels que prévus aux présents statuts.

Les commissaires aux comptes, si la société en est dotée, sont convoqués à toutes les assemblées ou informés préalablement, dans les mêmes conditions que les associés, de toute consultation par correspondance ou de tout projet de décision résultant d'un acte signé par tous les associés et sont mis en mesure de présenter tous commentaires ou informations qui leur paraîtraient utiles au consentement éclairé des associés. Ils reçoivent les mêmes documents et informations que les associés.

### **Règles spécifiques applicables aux décisions collectives prises en assemblée générale**

Lorsque les décisions sont prises en assemblée générale, l'assemblée peut se dérouler physiquement ou par tout autre moyen et notamment par voie de visioconférence ou tous moyens de télécommunication électronique, dans les conditions fixées par les lois et règlements et qui seront mentionnées dans l'avis de convocation de l'assemblée. En application des dispositions de l'article R 225-97 du Code de commerce, les moyens de visioconférence ou de télécommunications utilisés pour permettre aux associés de participer à distance aux assemblées générales devront présenter des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée et permettant la retransmission continue et simultanée de la voix et de l'image, ou au moins de la voix, des participants à distance.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'assemblée.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique, ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret N°2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle se rattache.

### **ARTICLE 30 - Procès-verbaux des décisions collectives**

Le Président ou le Président de Séance en cas de réunion d'une assemblée, établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article ci-après.

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'Assemblée et un secrétaire s'il en a été désigné un ou un associé présent, sauf s'il n'a pas été établi de feuille de présence auquel cas le procès-verbal de l'assemblée doit être signé par les associés présents et par les mandataires des associés représentés.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les noms, prénoms et qualité du Président de Séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.

En cas de décision collective résultant d'un acte signé de tous les associés, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés, les décisions mises aux voix et pour chacune d'elles, le sens du vote de chaque associé. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

En cas de décision collective résultant d'une consultation par correspondance, le président consigne les résultats des votes dans une décision, mentionnant les documents et informations communiqués

d

préalablement aux associés, les décisions mises aux voix et pour chacune d'elles, le sens du vote de chaque associé. Le procès-verbal de la décision du président est signé par ce dernier et il y est annexé les réponses de chaque associé ayant voté par correspondance. Ce procès-verbal est retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

#### **ARTICLE 31 - Information et droit de communication des associés**

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports de Conseil d'Administration et/ou des Commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés 15 jours avant la date fixée pour la consultation.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion de Conseil d'Administration et des rapports des Commissaires aux comptes.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

#### **ARTICLE 32 - Droit de communication des associés**

Le droit de communication des associés, la nature des documents mis à leur disposition et les modalités de leur mise à disposition ou de leur envoi s'exercent dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

### **TITRE VIII - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS**

#### **ARTICLE 33 - Etablissement et approbation des comptes annuels**

Le Conseil d'Administration établit et arrête les comptes annuels de l'exercice.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion de Conseil d'Administration et des rapports du ou des Commissaires aux comptes, si la société en est dotée.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des Commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

#### **ARTICLE 34 - Affectation et répartition des résultats**

1. Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation.

Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

2. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

3. La décision collective des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision collective des associés ou, à défaut, le Conseil d'Administration, fixe les modalités de paiement des dividendes.

En tout état de cause, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit intervenir dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant des acomptes sur dividendes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La décision collective des associés a la faculté d'accorder à chaque associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividendes, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividendes en numéraire ou en actions, dans les conditions prévues par la loi.

## **TITRE IX - LIQUIDATION - DISSOLUTION - CONTESTATIONS**

### **ARTICLE 35 - Dissolution - Liquidation de la Société**

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi par décision collective des associés prononçant la dissolution anticipée.

La décision collective des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs Liquidateurs.

Le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés peuvent autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

## **ARTICLE 36 - Contestations**

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises au tribunal de commerce du lieu du siège social.

## **TITRE X - DESIGNATION DES ORGANES SOCIAUX - ACTES ACCOMPLIS POUR LA SOCIETE EN FORMATION**

### **ARTICLE 37 - Nomination des dirigeants**

**Nomination des premiers membres du conseil d'administration.**

#### **Nomination du premier Président du conseil d'administration**

Le premier Président du Conseil d'administration de la Société nommé aux termes des présents statuts sans limitation de durée est :

Monsieur Carl ORLANDI  
Né le 22 Juin 1976 à Ris Orangis (91)  
De nationalité Française  
Demeurant 45 Chemin du Poult 78630 ORGEVAL,  
lequel déclare accepter lesdites fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour leur exercice.

#### **Nomination du directeur général du conseil d'administration**

Est nommé sans limitation de durée :

- Madame Helene ORLANDI  
Née le 05 Avril 1978 à St Germain en Laye (78)  
De Nationalité Française  
Demeurant 45 Chemin du Poult 78630 ORGEVAL

#### **Nomination du directeur général délégué du conseil d'administration**

Est nommé sans limitation de durée :

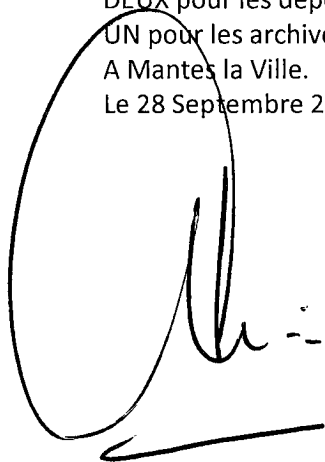
- Monsieur Jean-David GARNON  
Né le 23 Juillet 1983 à St Germain en Laye (78)  
De nationalité Française  
Demeurant 10 Rue du Chemin Vert 78240 CHAMBOURCY

lesquels déclarent accepter lesdites fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour leur exercice.

### Article 38 - Formalités de publicité - Immatriculation

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original des présentes à l'effet d'accomplir les formalités de publicité, de dépôt et autres nécessaires pour parvenir à l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés.

Fait en cinq originaux, dont  
DEUX pour les dépôts légaux et  
UN pour les archives sociales.  
A Mantes la Ville.  
Le 28 Septembre 2018.

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized initial 'A' followed by a cursive name, possibly 'Mantès', and a horizontal line underneath.